



Loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel »

Loi du 5 septembre 2018

TITRE I

Vers une nouvelle société de compétences

dgefp



Périmètre de la loi

□ Acte II de la rénovation du modèle social

- ✓ L'acte I, les ordonnances pour le renforcement du dialogue social, a permis de lever des freins à l'embauche des entreprises.
- ✓ La loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel », vise à renforcer les capacités des individus à se maintenir et à retrouver un emploi. Cette loi s'efforce de créer les conditions d'un accès plus direct, plus rapide et plus équitable à la formation tout au long de la vie, à l'apprentissage, à la formation continue pour les salariés, les indépendants et les demandeurs d'emploi.

□ La loi est structurée autour de trois titres

- ✓ La loi vise une « nouvelle société de compétences », à travers les réformes de l'apprentissage, de la formation professionnelle continue (titre I), et un système d'assurance chômage élargi et revu dans sa gouvernance (titre II).
- ✓ Au-delà de ces aspects, le texte comporte notamment des mesures relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'emploi des personnes handicapées, à la lutte contre les fraudes, à la régulation du travail détaché.

Grands objectifs de la loi

- ❑ Donner de nouveaux droits aux personnes
 - ✓ Permettre à chacun de choisir son avenir professionnel tout au long de sa carrière
 - ✓ Faciliter l'accès à la formation
 - ✓ Rénover le système d'assurance chômage pour créer de nouvelles garanties
- ❑ Renforcer l'investissement des entreprises dans les compétences de leurs salariés par
 - ✓ Des simplifications réglementaires
 - ✓ Le développement du dialogue social
 - ✓ L'adaptation des outils d'insertion, notamment l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés

La présentation est consacrée uniquement au titre I relatif aux réformes de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue

Sauf exception, les dispositions rentrent en vigueur au 1^{er} janvier 2019



Loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel »

Chapitre I

Un droit individuel à la formation
tout au long de la vie :

un CPF rénové, plus accessible et
un CEP avec un financement
dédié, fonctionnant par appel
d'offres

Un compte personnel de formation (CPF) rénové et un conseil en évolution professionnelle (CEP) renforcé (1/2)

□ Un droit individuel à la formation tout au long de la vie conforté et plus accessible grâce à la suppression des intermédiations – Art 1 et 2

- ✓ **Financement unique** fusionnant CPF et CIF dans un CPF rénové, consolidé comme **droit personnel**, comptabilisé **en euros** dès le 1^{er} janvier 2019, pour une plus grande lisibilité et une meilleure appropriation par les individus. Les montants, fixés au niveau réglementaire, devraient être de 500 € par an plafonnés à 5 000 € pour les salariés à temps plein et les salariés à plus de 50% d'activité et à 800 € par an plafonnés à 8 000 € pour les salariés peu ou pas qualifiés ou ESAT. Ces montants seront revalorisés tous les 3 ans.
- ✓ Le CPF accessible pour l'ensemble des actifs via une **application numérique** (oct.2019).
- ✓ **Simplification du système avec la suppression des différentes listes d'éligibilité** au profit du RNCP et du répertoire spécifique (qui se substitue à l'inventaire).
- ✓ **Nouvelle gouvernance** pour une régulation plus efficace et plus efficiente : gestion financière et technique par la **CDC** (2020) ; observation des coûts par France compétences ; régulation financière partagée entre France compétences et l'Etat.
- ✓ **CPF de transition professionnelle = nouveau dispositif pour des formations plus longues, permettant de répondre aux besoins de reconversion et de mobilité**
 - Possibilité d'un congé spécifique
 - Géré par des commissions paritaires interprofessionnelles régionales qui devront valider le projet et décider des financements complémentaires

Un compte personnel de formation (CPF) rénové et un conseil en évolution professionnelle (CEP) renforcé – (2/2)

□ Un CEP avec un financement dédié, fonctionnant par appel d'offres - Art 3

- ✓ **Des opérateurs CEP de droit maintenus pour les demandeurs d'emploi**, dans le cadre des missions/subventions de service public (Pôle emploi, Cap emploi, Missions locales/ APEC)
- ✓ **Des opérateurs du CEP pour le volet actifs occupés :**
 - **sélectionnés par appel d'offres de France compétences avec un allotissement régional** (après consultation du bureau du CREFOP) et installés au 1^{er} janvier 2020 ;
 - **financé** via une partie de la contribution formation professionnelle afin de renforcer le conseil en évolution professionnelle comme pendant du droit individuel à la formation porté par le CPF.
 - de manière transitoire les FONGECIF et OPACIF poursuivent leur activité de CEP en 2019.
- ✓ **Obligation pour les opérateurs du CEP de transmettre les données relatives à leurs actions d'accompagnement** aux financeurs de la formation professionnelle et à la CDC
- ✓ Les opérateurs CEP sont inclus dans le SPRO

Loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel »

dgefp

Chapitre II

Libérer et sécuriser les investissements en matière de développement des compétences :

- actions de formation
- qualité de la formation
- plan de développement des compétences

Libérer et sécuriser les investissements en matière de développement des compétences (1/3)

□ Typologie des actions de formation simplifiée & reconnaissance des FEST–Art 4

- ✓ **Définition souple de l'action de formation** : « un parcours pédagogique permettant l'atteinte d'un objectif professionnel » et pouvant être réalisée en tout ou partie à distance ou en situation de travail (FEST).
- ✓ **Suppression des 14 catégories** d'actions de formation au profit de 4 :
 - Action de formation
 - Bilan de compétences
 - Action permettant la validation des acquis de l'expérience
 - Action de formation par apprentissage
- ✓ Définition des blocs de compétences : « ensembles homogènes et cohérents de compétences contribuant à l'exercice autonome d'une activité professionnelle et pouvant être évaluées et validées ». Ils sont éligibles au CPF.
- ✓ La formation certifiante est définie comme une action sanctionnée par, soit une certification professionnelle inscrite au RNCP, soit une certification ou habilitation enregistrée au répertoire spécifique, soit l'acquisition d'un bloc de compétences.
- ✓ Un renvoi au niveau réglementaire des conditions matérielles de réalisation des formations.
- ✓ **Création de la possibilité de formations en situation de travail (FEST)**

□ VAE ouverte aux personnes suivies par les organismes assurant l'accueil et l'hébergement de personnes en difficultés – Art 5

Libérer et sécuriser les investissements en matière de développement des compétences (2/3)

☐ Qualité de la formation professionnelle : un référentiel unique et obligation de certification pour l'accès à certains financements – Art 6

- ✓ Création d'un **référentiel national unique de la qualité** édicté par décret – comme base de la certification
- ✓ Il définit les indicateurs d'appréciation des critères qualité et les modalités de preuve et d'audit associées
- ✓ **Une obligation de certification au 1^{er} janvier 2021** par un certificateur accrédité par le Cofrac (ou par une instance de labellisation reconnue par France compétences) pour tous les OF désirant **accéder à la commande publique ou aux fonds mutualisés**, et prestataires d'actions de formation, de bilans de compétences, d'accompagnement à la VAE et d'actions de formation par apprentissage,
- ✓ Délai jusqu'au 1^{er} janvier 2022 pour les établissements d'enseignement secondaire publics et privés associés à l'État par contrat, ayant déclaré un CFA, et exonération des établissements d'enseignement supérieur publics et privés accrédités ou évalués par un système de qualité comparable (article L.6316-4)
- ✓ L'obligation de déclaration d'activité est maintenue et élargie à tout nouveau CFA à compter du 1^{er} janv. 2019.

Loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel »

dgefp

Chapitre 3

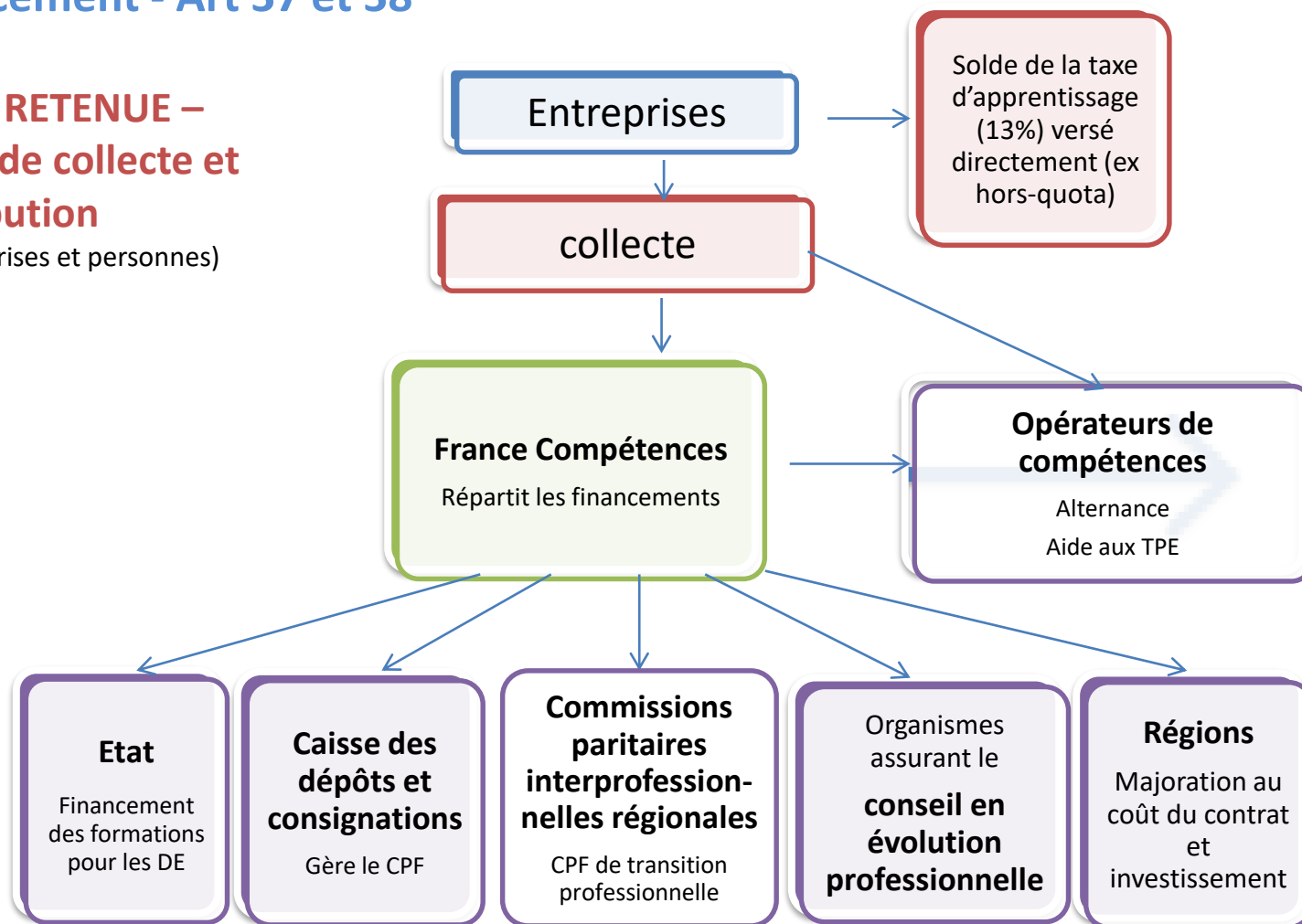
Amélioration de l'efficiencia et de
la transparence du système de
financement de l'apprentissage
et de la FPC

Financement de l'apprentissage et de la FPC (2/2)

Financement - Art 37 et 38

OPTION RETENUE – schéma de collecte et redistribution

(hors entreprises et personnes)



Adaptations du cadre législatif aux spécificités et contraintes des territoires ultra-marins

□ Reprise du schéma existant en outre-mer et adaptations précisées par ordonnances - Art 43

- ✓ **Adaptation du nouveau schéma de gestion de la contribution relative à la formation professionnelle et à l'apprentissage dans les territoires ultra-marins.**
Reprise du schéma existant en outre-mer pour la collecte et la gestion des contributions au développement de la FPC en l'élargissant à la contribution unique :
 - Compétence de principe des opérateurs de compétences interprofessionnels pour collecter (jusqu'en 2021) et gérer la contribution relative à la FP et à l'apprentissage
 - Les opérateurs de compétences professionnels pourront être autorisés, par arrêté conjoint des ministres chargés de la formation professionnelle et de l'outre-mer, sous réserve de justifier d'un seuil minimal de contributions à collecter (jusqu'en 2021) et gérer sur chacun de ces territoires et d'une implantation locale.
- ✓ **Une ordonnance devra préciser d'ici septembre 2019 le champ de ces adaptations (travail avec les délégations outre-mer des assemblées).**

Loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel »

dgefp

Chapitre IV Transformer l'alternance
avec un système moins complexe, plus
efficient et plus transparent, favorisant
l'innovation et la réussite éducative et
professionnelle des jeunes :

Transformer l'alternance (3/3)

□ Nouveau régime juridique des CFA – art. 24

- ✓ simplification du contrat d'apprentissage et des aides à l'apprentissage,
- ✓ rénovation de l'orientation,
- ✓ développement de l'offre de formation et des autres formes d'alternance
 - Aide au permis de conduire
- ✓ Aide employeur TPME
- ✓ Simplification de la création de CFA